

Etes vous bien informés ? Réponses au quizz citoyen



1 – Combien a rapporté la vente des autoroutes publiques sous le gouvernement De Villepin ?

- a. 1 milliards d'euros
- b. 15 milliards d'euros
- c. 100 milliards d'euros
- d. 600 milliards d'euros

[toggle title="Voir la réponse" open="false" icon="star"]

Réponse : B

Les autoroutes payées par nos chers contribuables français ont été bradées pour seulement 15 milliards d'euros ! Nous vous laissons le soin de comparer ce montant ridicule avec les 600 milliards d'augmentation de notre dette publique sous le quinquennat de M. Sarkozy. Rappelons que cette vente s'était produite au motif que la France était trop endettée...Les mots ont-ils encore un sens ?

Ces deux faits s'étant produit sous des gouvernements de droite il serait pourtant réducteur et faux de leur en

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
attribuer l'entière responsabilité. Si nous poussons l'analyse un peu plus loin, nous pouvons dire sans risque de nous tromper que c'est sous l'effet de l'article 106 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne que la France est obligée de brader son patrimoine publique. Ce sont donc les traités européens qui obligent les Etats membres à privatiser.

Quelques articles sur le sujet :

http://www.lemonde.fr/societe/article/2005/10/21/dominique-de-villepin-defend-la-privatisation_702261_3224.html

http://www.marianne.net/Autoroutes%C2%A0-des-profits-a-fond-la-caisse-grace-a-l-Etat_a202438.html

Analyse de François Asselineau sur l'arnaque des privatisations :

[/toggle]

2 – Quel est le point commun entre François Hollande et Nicolas Sarkozy ?

- Ils se sont tous les deux prononcés contre une augmentation de la TVA, car il s'agit selon eux d'un impôt injuste pour les français les plus démunis
- Ils ont tous les deux augmenté la TVA
- Ils ont tous les deux été ministre

[toggle title="Voir la réponse" open="false" icon="star"]

Réponse : A et B

Les vidéos ci-dessous se passent de commentaire...

Preuves en image :

Contre la hausse :

Puis pour la hausse :

Et découvrez maintenant, comment M. Guaino s'est débarrassé de cette question embarrassante :

Petite manipulation au passage de M. Ayrault qui ne parle pas « d'augmentation » mais « d'évolution » de la TVA

Un autre mensonge, à droite cette fois :

[/toggle]

3- Le flux d'immigrants en France a été plus élevé sous le gouvernement Jospin que sous la présidence de Sarkozy ?

a. Vrai

b. Faux

[toggle title="Voir la réponse" open="false" icon="star"]

Réponse : B

C'est faux. En 2008, sous la présidence de Sarkozy, le flux d'immigration a augmenté de plus de 45% par rapport à 1999, sous le gouvernement Jospin. Si l'on remonte plus loin dans le passé, cela fait presque 100% (98,8 % exactement) d'augmentation du flux d'immigration par rapport à l'année 1995. Pour séduire l'électorat du FN, Nicolas Sarkozy était prêt à tous les mensonges...

Sources : *ined*.

Vérifiez par vous-même ses mensonges :

La vérité dans tout cela, c'est que la France n'est pas maîtresse de sa politique en matière d'immigration. C'est l'Europe qui fixe la politique des Etats membres, au travers des articles 67, 77 et 79 du TFUE. Sans prendre position sur la question, nous constatons que les Français sont manipulés par les discours politiques. Ce sujet est systématiquement instrumentalisé à des fins électoralistes. Voici un autre exemple ci-dessous : il s'agit d'un discours de M. Sarkozy en 2003, alors qu'il était ministre de l'Intérieur. Il y fait un procès de la situation dans la première partie de son discours puis il conclut le contraire de ce qu'il a expliqué.

« Pourquoi des sans-papiers ? Voici 20 ans que la situation ne fait qu'empirer. L'augmentation massive du nombre des visas délivrés par les pays de l'UE depuis plusieurs années est à l'origine de l'accroissement de l'immigration illégale dans notre pays. Les visas Schengen de court séjour font l'objet de plus en plus fréquemment d'un véritable détournement de procédure [...] Il convient, et le temps presse, de définir au niveau européen une politique de l'immigration, au mieux commune, mais au minimum qui ne serait plus contradictoire. En la matière, les chantiers sont innombrables [...] Contrairement à ce que je dis trop souvent, l'Europe est un atout dans la lutte contre l'immigration illégale, et en aucun cas un handicap. »

Vous savez désormais qu'à droite comme à gauche, aucun Président ne peut faire valoir sa ligne politique en matière d'immigration car ce n'est plus la France qui décide.

[/toggle]

4 – La France est-elle dépendante de l'UE pour faire vivre son agriculture ?

- a. Oui, la politique agricole commune est indispensable à la survie de l'agriculture française
- b. Oui, l'échelle européenne est notre meilleur atout pour être compétitif au niveau mondial
- c. Non, l'agriculture française pourrait très bien se passer de l'Union européenne

[toggle title="Voir la réponse" open="false" icon="star"]

Réponse : C

La France verse 21 milliards d'euros à l'Union européenne, qui lui en restitue en retour 14 milliards. C'est donc un mensonge de faire croire aux français que nos agriculteurs seraient perdus sans les aides de la Politique Agricole

Voir un extrait de François Asselineau sur le sujet :

Pourquoi l'UE coûte chère :

[/toggle]

5 – Qui est à l'origine de la construction européenne ?

- a. Les pères fondateurs Robert Schuman et Jean Monnet
- b. Les allemands
- c. Les Etats-Unis
- d. François Mitterrand

[toggle title="Voir la réponse" open="false" icon="star"]

Réponse : C

Nous touchons là un véritable tabou très ancré dans la société française : la « construction européenne » n'est pas du tout une « invention française » mais une politique conçue par les États-Unis d'Amérique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Cette information nous a été révélée officiellement par les documents déclassifiés du gouvernement américain, analysés par Ambrose Evans-Pritchard dans le [Daily Telegraph](#) du 19 septembre 2000.

De Gaulle durant sa conférence de 1962 l'avait déjà très bien compris, et n'a pas manqué d'ironiser sur le sujet :

Explication plus complète du sujet par François Asselineau (l'introduction confirme la mainmise des USA sur l'UE) :

Un article de la revue Historia qui confirme l'origine américaine de la construction européenne

<http://www.historia.fr/mensuel/675/la-cia-finance-la-construction-europeenne-01-03-2003-51457>

La face cachée de Robert Schuman ?

<http://www.upr.fr/dossiers-de-fond/robert-schuman/la-face-cachee-de-robert-schuman>

Voici ce que disait, en 1951, le général Dwight Eisenhower, à l'époque commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe, dans une interview publiée dans Paris-Match (n°136 du 27 octobre 1951) :

« Rien ne pourrait nous être plus agréable que d'apprendre que les États d'Europe occidentale ont décidé de réunir dans une ville d'Europe – disons à Luxembourg – des délégués responsables, avec le mandat de rédiger l'acte constitutionnel de l'Europe, de désigner la capitale, etc., et qu'à partir du 1er janvier, l'Europe occidentale

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
fonctionnera comme fédération. Aucune décision ne pourrait mieux nous aider dans la tâche que nous poursuivons.

»

Aucun média n'a jamais repris ce document !

Enfin, terminons par quelques exemples illustrant le lobbying permanent des Etats-Unis pour élargir l'Union européenne :

http://www.armenews.com/article.php3?id_article=15075

http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/10/30/clinton-pousse-la-bosnie-vers-l-ue-et-denonce-le-separatisme_1783332_3214.html

http://www.lepoint.fr/monde/serbie-clinton-pousse-le-pays-vers-l-ue-sans-insister-sur-la-reconnaissance-du-kosovo-30-10-2012-1523148_24.php

<http://www.lefigaro.fr/international/2009/04/05/01003-20090405ARTFIG00184-obama-souhaite-l-entree-de-la-turquie-dans-l-ue-.php?cmtpage=17>

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20040626.OBS1787/ue-bush-veut-l-adhesion-de-la-turquie.html>

[/toggle]

6 – Quel Etat eut en premier l'idée d'une monnaie commune en Europe ?

- a. La France
- b. L'Allemagne
- c. L'Italie
- d. Les Etats Unis

[toggle title="Voir la réponse" open="false" icon="star"]

Réponse : D

Nous savons désormais de source sûre, notamment par cet article du Daily Telegraph, journal Britannique du 19 septembre 2000, par les documents du gouvernement américain qui ont été déclassifiés en septembre 2000, que ce sont bien les États-Unis d'Amérique, et plus précisément la C.I.A par des sociétés écrans interposées (les fondations Ford et Rockefeller) qui ont soutenu et financé en sous-main toute la construction européenne pendant les années 1950 et 1960 (au moins), et qui ont eu l'idée d'une monnaie commune en Europe dès 1965 !

« Les dirigeants du Mouvement Européen (Retinger, le visionnaire Robert Schuman et l'ancien premier ministre belge Paul-Henri Spaak) étaient tous traités comme des employés par leurs parrains américains. Le rôle des États-Unis fut camouflé comme pour une opération secrète. L'argent de l'ACUE ([American Committee on United Europe](#)) provenait aussi bien des fondations Ford et Rockefeller que des milieux d'affaires ayant des liens étroits avec le gouvernement américain [...]. Le Département d'État jouait aussi un rôle.

Une note émanant de la Direction Europe, datée du 11 juin 1965, conseille au vice-président de la Communauté Économique Européenne, Robert Marjolin, de poursuivre de façon subreptice l'objectif d'une union monétaire. Cette note recommande d'empêcher tout débat jusqu'au moment où l'adoption de telles propositions deviendrait virtuellement inévitable »

La presse n'en a jamais parlé !

Conférence de François Asselineau « Qui gouverne la France ? » :

Conférence assez longue en 4 parties mais qui représente la clé de voute de nos analyses.

[/toggle]

7 – Qui a dit :

« Nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort...apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde... C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort ! » ?

- a. Hugo Chavez (Venezuela)
- b. Mahmoud Ahmadinejad (Iran)
- c. Jean-Marie Le Pen
- d. François Mitterrand

[toggle title="Voir la réponse" open="false" icon="star"]

Réponse : D

C'est une révélation de M. Mitterrand, après 14 années passées à la tête de la France. Quelques semaines avant de mourir il a livré son testament politique à Georges-Marc Benamou, dans un livre intitulé « Le dernier Mitterrand », paru chez Plon en 1997. Cette confidence de la part d'un homme de l'importance de M. Mitterrand n'a suscité aucune réaction dans les médias.

Extrait de la conférence de François Asselineau :

[/toggle]

8 – Pourquoi les gouvernements de gauche comme de droite n'empêchent-ils pas les délocalisations ?

- a. à cause des 35h
- b. le coût de la main d'œuvre est trop cher en France
- c. les traités européens nous interdisent de lutter contre les délocalisations

[toggle title="Voir la réponse" open="false" icon="star"]

Réponse : C

Le phénomène des délocalisations n'est pas tombé du ciel. Il est le fruit d'une politique délibérée consécutive au

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
processus de « mondialisation inévitable » gravée depuis le début des années 1990 dans le marbre des traités européens.

Quand bien même Nicolas Sarkozy, François Hollande ou encore Arnaud Montebourg souhaitaient lutter contre les délocalisations, ils en seraient interdits par les articles 32 et 63 du TFUE (Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne). En bref, les dispositions des articles 63 et 32 du TFUE permettent à toutes les entreprises situées dans un pays de l'UE : de fermer leurs usines dans le pays d'Europe où elles en possèdent, de procéder à des transferts massifs de capitaux pour ouvrir des usines de remplacement dans tous les autres pays du monde et de rapatrier dans leur pays d'origine leurs propres productions fabriquées à très bas coûts (les entreprises situées aux États-Unis bénéficient de dispositions comparables en ce qui les concerne).

Il faut insister ici sur un aspect fondamental : c'est que ces dispositions qui donnent aux entreprises – et donc à leurs actionnaires – les mains totalement libres n'existaient pas durant toutes les décennies antérieures qui ont vu fleurir les grandes industries françaises. Par exemple, la période dite des « Trente Glorieuses » allant en gros de 1945 à 1975 vit une croissance à peu près ininterrompue de l'industrialisation et de la prospérité des Français :

1- une entreprise française n'avait tout simplement pas le droit de transférer librement à l'étranger des capitaux d'un montant significatif. Si elle souhaitait le faire, par exemple dans le but d'acheter ou de construire une usine, il lui fallait obtenir l'autorisation du ministère français de l'Économie et des Finances, qui examinait notamment les avantages et les inconvénients en termes d'emplois, de savoir-faire et de commerce extérieur. C'est ce que l'on appelait le « contrôle des mouvements de capitaux ».

2- de la même façon, une entreprise étrangère n'avait pas non plus le droit de faire venir en France des capitaux étrangers d'un montant significatif. Si elle souhaitait le faire, par exemple dans le but d'acheter une entreprise française ou de construire une usine, il lui fallait également obtenir l'autorisation du ministère français de l'Économie et des Finances, lequel étudiait de près le dossier et pouvait accepter ou refuser, comme dans le cas précédent.

Voir cet article de François Asselineau qui explique les raisons de l'hémorragie de l'industrie en France :

<http://www.francoisasselineau.fr/2012/07/non-assistance-peuple-francais-en.html>

[/toggle]

9- Les gouvernements de quel(s) Etat(s) Européen(s) ont bafoué le résultat du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen ? (violant de fait les règles fondamentales de la démocratie)

- a. Royaume-Uni
- b. France
- c. Pays Bas

[toggle title="Voir la réponse" open="false" icon="star"]

Réponse : B et C

Le référendum portant sur le traité constitutionnel européen (TCE) en 2005 a été rejeté par 55 % des français puis par 61 % de hollandais.

Concernant les anglais, le choix ne leur a tout simplement pas été proposé par peur d'un nouveau NON !

Piétinant la souveraineté populaire, Nicolas Sarkozy ratifia le traité de Lisbonne (copie du TCE) en passant par la

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
voie parlementaire.

En Irlande, le traité de Lisbonne fut soumis à un référendum. Le 12 juin 2008, le peuple irlandais le rejetait par 53,4 % des voix. Ce résultat ne fut pas du goût des élites européistes qui décidèrent de faire revoter le peuple irlandais. Le 2 octobre 2009, lors d'un second référendum, les irlandais approuvèrent finalement sous la pression le traité de Lisbonne.

Vidéo sur le référendum bafoué en France :

Encore un mensonge de Nicolas Sarkozy :

Un article sur le référendum irlandais

<http://www.internationalnews.fr/article-32293472.html>

[/toggle]

10 – Le FN proposait-il la sortie de l'euro dans ses 12 engagements à la présidentielle de 2012 ?

- a. Oui
- b. Non

[toggle title="Voir la réponse" open="false" icon="star"]

Réponse : B

Le lecteur devra se pincer pour le croire. Et c'est pourtant vrai. Après avoir fait croire pendant des mois et des mois qu'elle était la championne de la sortie de l'euro, Mme Le Pen a tout bonnement décidé de ne même pas parler de l'euro dans le document électoral qui fait foi vis-à-vis des 44 millions d'électeurs...

Les 12 engagements de Marine Le Pen à la présidentielle de 2012 (le mot « euro » n'apparaît même pas) :

<http://i46.servimg.com/u/f46/16/96/08/09/captu104.jpg>

Marine Le Pen, en 2011, parlant de l'euro comme le « vrai problème » :

La stratégie du FN, expliquée par François Asselineau

<http://www.upr.fr/actualite/france-europe/front-national-sortie-de-l-ue-sorite-de-l-euro>

<http://www.upr.fr/actualite/france/le-fn-epouvantail-consentant-au-service-du-systeme>

[/toggle]

11 – Qui a dit en 1992 : « L'Europe, ce sera plus d'emplois, plus de protection sociale et moins d'exclusion » ?

- a. Valéry Giscard d'Estaing
- b. Martine Aubry
- c. Edouard Balladur

[toggle title="Voir la réponse" open="false" icon="star"]

Réponse : B

Martine Aubry a dit cette phrase à Béthune le 12 septembre 1992. Depuis 1992, c'est tout l'inverse qui s'est produit.

Article sur le sujet :

http://www.marianne.net/Souvenons-nous-des-promesses-formulees-lors-du-traite-Maastricht_a213323.html

[/toggle]

12 – Qui a dit en 1998 : « L'euro, ce sera moins de chômage, des prix moins chers, plus de stabilité en Europe » ?

- a. Jacques Chirac
- b. Martine Aubry
- c. François Hollande

[toggle title="Voir la réponse" open="false" icon="star"]

Réponse : A

Il s'agit de Jacques Chirac, à l'occasion des vœux présidentiels de fin d'année, le 31/12/1998.

L'euro nous a été « vendu » ainsi ! Il était difficile d'être contre. Là encore, 10 ans plus tard, c'est l'inverse qui s'est produit.

La preuve en vidéo :

[/toggle]

ces réponses vous ont surpris? Découvrez les conférences fascinantes de François Asselineau.

Après avoir travaillé dans les allées du pouvoir, il explique faits à l'appui les raisons de l'enlisement européen.

Nous vous conseillons en priorité ces conférences plus que jamais d'actualité :

<http://www.upr.fr/videos/conferences-en-ligne/qui-gouverne-la-france>

<http://www.upr.fr/videos/conferences-en-ligne/la-tragedie-de-euro>

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

Ne ratez pas non plus notre page d'information facebook :

<https://fr-fr.facebook.com/upr.francoisasselineau>